



Croissance avec obstacles

Choix et apports sur le développement économique
en Afrique subsaharienne



Empreinte

Sous la direction de :

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V., Programm Régional
« Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest », Abidjan, Côte d'Ivoire

Licences d'images : Photo de couverture peeterv/Istock by Getty Images, p. 4
borgogniels/Istock by Getty Images, p. 10 Rainer Lesniewski/Istock by Getty
Images, p. 15 Rainer nesa by makers/unplash, p. 20 Von MOdAMO/
Shutterstock, p. 27 PeopleImages/Istock by Getty Images, p. 33
monkeybusinessimages/Istock by Getty Images

Maquette et composition : yellow too, Pasiek Horntrich GbR
La version imprimée en Côte d'Ivoire.

Imprimé avec le soutien financier de la République fédérale d'Allemagne.



Cette publication / Le texte de cette publication est publié sous la licence: « Creative Commons Attribution - Partage dans les mêmes conditions 4.0 International » (CC BY-SA 4.0), <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.fr>

Croissance avec obstacles

Choix et apports sur le développement économique
en Afrique subsaharienne

Auteurs

Burkhardt Hellemann
Fawziyya Issah
Benjamin Kalkum
Mathias Kamp
Florian Karner
Dr Vladimir Kreck
Daniel El-Noshokaty
Gunter Rieck Moncayo

Contenu

| | |
|---|-----------|
| Introduction | 3 |
| Démographie et développement économique en Afrique – Chance ou piège ? | 4 |
| <i>Mathias Kamp</i> | |
| Vision et réalité de l'intégration économique de l'Afrique subsaharienne | 10 |
| <i>Florian Karner</i> | |
| L'automatisation et la pérénité du travail en Afrique subsaharienne | 15 |
| <i>Gunter Rieck Moncayo</i> | |
| Nigeria : un pays au fort potentiel ? | 20 |
| <i>Dr. Vladimir Kreck</i> | |
| Horizon nouveau pour les jeunes entrepreneurs au Ghana | 27 |
| <i>Burkhardt Hellemann, Benjamin Kalkum et Fawziyya Issah</i> | |
| Promotion de l'économie dans la coopération au développement | 33 |
| <i>Daniel El-Noshokaty</i> | |

Introduction

Dans le débat sur la politique de développement en Allemagne, peu de sujets ont suscité autant de discussions que celui du développement économique de l'Afrique. L'importance croissante de l'Afrique pour l'Allemagne et l'Europe en général soulève des points qui, jusqu'à présent, étaient plutôt relégués au rang de niche. Les nombreuses initiatives en cours témoignent de l'intérêt porté à ce sujet. Ainsi le « Compact with Africa », approuvé sous la présidence allemande du G20, se fixe ainsi pour but d'accroître les investissements privés en Afrique avec à la l'augmentation de la croissance et la création d'emplois sur place.

Le continent africain accueille la démographie à plus forte croissance au monde. Le développement économique dans les pays ne réussit toutefois pas à absorber ce défi démographique, même si les chiffres élevés de la croissance de certaines économies nationales africaines ont semblé éveiller un sentiment contraire ces dernières années. Ce recueil, qui regroupe quelques contributions choisies sur la situation économique sur place du point de vue de la Konrad-Adenauer-Stiftung, s'ouvre donc sur une analyse du rapport entre démographie et développement économique en Afrique subsaharienne (p. 4).

Aujourd'hui, le commerce régional peu développé en Afrique subsaharienne ouvre de nombreuses perspectives inexploitées comme l'explique l'exposé sur la vision et la réalité de l'intégration économique de l'Afrique subsaharienne (p. 10). Dans les mois et années à venir, nous verrons si l'accord de libre-échange transcontinental (ZLEC) prendra vie afin de donner le coup d'envoi urgent dont a besoin le commerce sur ce continent. Cela contribuerait aussi à une meilleure résilience des économies nationales africaines qui devront, dans les années à venir, se pencher sur les mégatendances mondiales que sont la numérisation et l'automatisation. La Konrad-Adenauer-Stiftung a récemment mandaté une étude sur les moteurs et les éventuelles répercussions sur place. Nous vous en présentons les principales conclusions ici (p. 15).

Les problématiques abordées dans ces trois brèves analyses sont faciles à expliquer en prenant l'exemple du Nigeria, qui détient la plus grande économie nationale du continent : En effet, ce géant du pétrole est en effet loin d'exploiter toutes ses opportunités à cause d'une diversification réduite, d'une croissance démographique rapide et d'un protectionnisme excessif (p. 20). Et la scène des start-ups au Ghana, souvent présentée comme un projet phare en Afrique, est encore confrontée à de nombreux défis malgré une évolution prometteuse (p. 27).

Au vu de toutes ces difficultés, la promotion du développement économique et le renforcement des investissements privés semblent constituer l'étape logique dans la poursuite de la coopération au développement allemande. Pour ouvrir de nouvelles perspectives aux populations vivant dans la pauvreté, la résignation et la migration involontaire, il faudra impérativement passer par plus d'investissements en Afrique, plus de croissance et plus d'emplois. À la fin de ce recueil, nous vous expliquerons que ce changement d'orientation dans la coopération au développement allemande implique des défis particuliers en raison de certaines dichotomies (p. 33).

Après la lecture des exposés contenus dans cet ouvrage, le lecteur arrivera à la conclusion de la nécessité de la mise en place, et ce de façon ciblée et orientée, d'une politique africaine et allemande permettant d'atteindre des buts communs.



Démographie et développement économique en Afrique – Chance ou piège ?

Il faut d'urgence des emplois supplémentaires, mais l'économie croît trop lentement et la population trop rapidement

de Mathias Kamp

À l'euphorie suit la désillusion. Il y a quelques années encore, de nombreux observateurs avaient pronostiqué un grand essor du continent africain. Le continent présentait en effet une croissance économique bien plus rapide que presque toutes les autres régions du globe. Entre 2000 et 2015, la croissance en Afrique subsaharienne affichait ainsi plus de 5 % en moyenne par an. Mais ces dernières années, cette hausse a largement ralenti, notamment à cause de la chute des prix des matières premières et à cause d'une baisse de la demande venant de Chine. Selon les chiffres actuels de la Banque mondiale, la croissance moyenne n'est que de 2,3 % en 2018, soit inférieure à la croissance démographique depuis quatre ans à la suite. Le facteur démographique relativise la croissance économique qui peut sembler impressionnante au premier regard. Même pendant les années de boom, la croissance n'était pas aussi impressionnante quand on la rapporte à 2 % en moyenne du revenu par habitant. Actuellement, ce dernier s'est

La croissance en Afrique subsaharienne s'est nettement ralenti.

stabilisé à un niveau durablement bas. Et une restriction importante vient s'y ajouter : la croissance des deux dernières décennies est une *jobless growth*, car il ne s'agit pas d'une transformation économique durable qui crée des emplois.

L'explosion démographique se perpétue

L'Afrique est le continent au monde doté de la plus jeune population et de la plus forte croissance démographique. Une étude des Nations unies estime que d'ici 2050 la population des pays africains au sud du Sahara va doubler d'environ 1,2 milliard aujourd'hui à 2,4 milliards. Aujourd'hui déjà, l'âge moyen sur le continent est inférieur à 20 ans. Ce développement repose sur une natalité toujours élevée. En Afrique subsaharienne, chaque femme donne naissance à cinq enfants en moyenne. L'espérance de vie a également augmenté et la mortalité infantile a baissé. Alors que partout ailleurs sur Terre, le taux de fécondité a rapidement baissé au cours des dernières décennies, sa baisse est beaucoup plus lente en Afrique. L'explosion démographique y est en plein boom et il faut partir du principe qu'elle n'est pas prête de s'arrêter avec des conséquences dramatiques sur la protection sociale, les perspectives d'emploi et la réduction de la pauvreté.

L'explosion démographique est en plein boom et devrait encore durer longtemps.



Un dividende démographique avec un horizon lointain

L'énorme croissance démographique est souvent présentée comme une chance. On affirme en effet que, comparée aux sociétés vieillissantes de l'occident, la « pyramide des âges » avantageuse en résultant a des répercussions positives sur la productivité, l'innovation, la compétitivité et la consommation. Mais soyons prudents dans ces déclarations. Le « dividende démographique » n'est pas automatique, simplement généré par la jeunesse de la population. Il faut également qu'il soit accompagné d'une transition démographique d'une natalité élevée à une natalité basse. Le critère le plus important à cet égard réside dans le taux de dépendance, c'est-à-dire le rapport entre la population en âge de travailler (15–64 ans) et celle qui n'est pas en âge de travailler (enfants et personnes âgées). Si la part des personnes en âge de travailler augmente, cela crée une véritable plus-value économique : le pays dispose de beaucoup de main d'œuvre productive, qui investit et contribue donc à la performance économique. Simultanément la protection nécessaire pour la population qui n'est pas en âge de travailler baisse. Mais la plupart des pays d'Afrique subsaharienne sont bien loin d'un tel développement. Si la croissance démographique reste élevée et que le taux de natalité ne baisse que lentement, il sera difficile de voir apparaître un plus démographique dans la mesure où le nombre d'enfants dépendants reste élevé et va continuer à augmenter pendant encore relativement longtemps. Au vu des prévisions démographiques et économiques actuelles, la transition démographique devrait prendre du temps et ne pas engendrer de dividende dans les quatre à cinq décennies à venir non plus.

Même si la dynamique démographique devait changer et le rapport de dépendance évoluer vers le positif, les pays d'Afrique subsaharienne n'ont pour la plupart pas les conditions nécessaires au divi-

Les conditions au dividende démographique ne sont souvent pas remplies.



dende démographique selon l'OCDE : niveau de formation élevé, intégration sur le marché du travail, stabilité macroéconomique, grande cohésion sociale. Le calcul est vite fait : ce n'est que si le nombre croissant de personnes en âge de travailler trouve vraiment du travail que l'effet positif peut s'installer. Mais ce n'est pas le cas. Sur tout le continent, des masses de jeunes gens arrivent sur le marché du travail qui n'est pas en mesure de leur proposer des perspectives. Le Fonds monétaire international estime qu'il faudrait créer près de 20 millions d'emplois chaque année en Afrique. Actuellement, seul un quart de cet objectif est atteint. Le chômage est extrêmement élevé dans de nombreux pays africains, surtout chez les jeunes.

Croissance démographique, un facteur de risque

On ne peut donc pas partir du principe d'un effet positif à long terme du développement démographique. Bien au contraire, la dynamique démographique aura des répercussions négatives sur l'Afrique dans les décennies à venir. Elle absorbe en effet une grande partie de la croissance économique et enterre les efforts entrepris pour réduire la pauvreté. Si aucune mesure n'est prise, le nombre absolu de personnes pauvres en Afrique continuera d'augmenter. Des experts soulignent les risques inhérents et alarmant sur les conséquences dramatiques de la croissance démographique. Aujourd'hui déjà, de nombreux États africains ne sont pas en mesure d'assurer une protection adéquate dans les domaines de la santé et de la formation surtout. L'infrastructure déjà affaiblie subit donc encore plus de pression par la population. L'eau et les denrées alimentaires pourraient devenir encore plus rares. Il faut craindre des crises humanitaires, d'autant plus que le changement climatique aiguise encore la situation. Dans la région du Sahel notamment, la croissance démographique menace de dépasser les capacités de production des aliments. Dans ce cas, il faut s'attendre à des famines d'une portée jamais vécue.

Si aucune mesure n'est prise, le nombre de pauvres en Afrique va continuer d'augmenter malgré tous les efforts.

En plus des répercussions humanitaires directes, il faut également craindre des émeutes politiques et de l'instabilité à cause des rejets sociaux et de la hausse du manque de perspectives pour de larges parties de la population. De la même manière, cela devrait soulever d'importants flux migratoires, dans le continent et vers l'Europe. La croissance d'une jeune génération sans perspectives économiques et marginalisée sur le plan politique est particulièrement préoccupante. Les scientifiques expliquent depuis longtemps qu'une part disproportionnée de jeunes adultes, appelée *youth bulge*, contribue à l'instabilité d'une société et accroît le potentiel de conflits. Suite à une natalité élevée, l'Afrique au sud du Sahara a déjà beaucoup trop de jeunes aujourd'hui. Il faut donc craindre que ces jeunes gens décident de migrer à cause de la pauvreté et du chômage et cherchent un échappatoire à leur frustration. Cela pourrait donc créer des troubles, des révoltes et des conflits violents. Le ministre allemand du développement, Gerd Müller, a donc désigné la forte croissance démographique comme une « bombe à retardement » : « Il ne s'agit aucunement de problèmes accessoires, mais bien de défis mondiaux auxquels nous devons répondre. »

Investissements dans les emplois

Pour sortir du piège démographique, il n'existe qu'une solution : créer des emplois pour la jeune génération. La plus grande partie de la population en âge de travailler doit être active et productive pour s'approcher, ne serait-ce que partiellement, d'un dividende démographique. Pour y arriver, les États africains doivent créer les conditions-cadres adéquates ;, plus investir dans la formation continue et initiale des jeunes, diversifier l'économie et renforcer la productivité, promouvoir l'entrepreneuriat et améliorer les conditions-cadres des investissements (de l'économie privée). La stabilité politique et une bonne gouvernance font aussi partie du dernier point. Dans ce cadre, il faut bien sûr tenir compte de la grande hétérogénéité des États africains. Alors que certains (rares) pays sont plutôt bien armés grâce à une situation démocratique stable et une politique économique axée sur les réformes, d'autres devront toutefois faire face à de grandes difficultés. Ces difficultés sont d'une part dues à l'instabilité politique, à un État de droit insuffisant, à des administrations inefficaces et de la corruption, voire même dans certains cas extrêmes à de la fragilité, des défaillances de l'État et des conflits violents. Dans ces cas, les chances de maîtriser les défis démographiques sont très faibles.

La plus grande partie de la population doit être productive pour arriver à un dividende démographique.

Dans tous les cas, les États africains auront du mal à franchir cette étape sans aide extérieure. Les efforts nécessaires en matière de réforme nécessitent un soutien important dans le cadre de la coopération au développement. Et bien plus important encore : il faut plus d'investissements directs étrangers. Sans eux, la croissance économique requise ne verra pas le jour. Même si, selon les dernières prévisions, les taux de croissance sont à nouveau à la hausse et qu'ils devraient s'établir entre cinq et sept pour cent à l'avenir, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne vont passer à côté de leurs objectifs de développement. Si on tient compte de l'évolution démographique décrite dans les prévisions, l'Afrique aurait besoin d'une croissance économique continue à deux chiffres pour un revirement positif de la situation, à savoir environ 15 % selon les experts. Ce n'est qu'ainsi que le nombre croissant de jeunes gens sur le marché du travail pourrait être intégré avec succès.

Mettre en place un programme de réduction de la natalité

Une politique économique judicieuse, axée sur les réformes permettrait aux États africains de réduire les problèmes engendrés par l'explosion démographique, voire même de s'approcher un peu plus d'un dividende démographique. Le succès à long terme ne sera au rendez-vous qu'à une seule condition : une réduction rapide et drastique de la natalité. Il ne suffit donc pas de parler de croissance économique et d'emplois. Il faut mettre en place un programme explicite voué à la réduction de la croissance incontrôlée de la population. Et pour ce programme, il faut dans un premier temps identifier les raisons à ces taux élevés de natalité. En font notamment partie le manque d'informations et de possibilités de planning familial, la discrimination des femmes, un niveau de formation peu élevé, une mauvaise protection sociale et des aspects culturels. On peut en déduire tout un ensemble correspondant de possibilités d'investissement :

Il faut un programme voué à la réduction de la croissance incontrôlée de la population.



- Meilleures opportunités de planning familial, meilleur accès à la contraception.
- Développement de l'offre d'éducation sexuelle et conseils de santé.
- Promotion de la formation des jeunes filles et des femmes.
- Amélioration des soins de santé et de la protection sociale.
- Informations générales et dialogue sur les traditions, les normes culturelles et les stéréotypes.

Les questions de la contraception et du planning familial sont essentielles étant donné qu'une grossesse sur deux en Afrique n'est pas voulue et que de nombreuses femmes tombent enceintes alors qu'elles sont encore toutes jeunes. Mais l'objectif ne réside pas uniquement dans le fait d'éviter les grossesses indésirables, mais surtout de changer les mentalités à long terme. En effet, la croyance selon laquelle les enfants sont une bénédiction et un symbole de statut social, mais aussi un avantage économique, est encore largement répandue. Dans un contexte de pauvreté et d'insécurité extrêmes et en l'absence de mécanismes de protection sociale, les enfants sont considérés comme une sécurité, des garants pour prendre soin des parents lorsqu'ils seront vieux. Les populations doivent être mieux formées et informées. L'amélioration des soins de santé, et notamment la réduction de la mortalité infantile, pourrait être utile à cet égard. Selon les experts, de meilleures chances de survie des enfants apporteraient un changement de mentalité chez les parents, qui seraient dès lors prêts à limiter la taille de leur famille. La question de l'égalité entre femmes et hommes joue aussi un rôle décisif. Si les femmes avaient le droit d'autodétermination sexuelle, le nombre de grossesses involontaires baisserait. Les scientifiques expliquent par ailleurs clairement que la natalité baisse quand les femmes sont mieux formées, ont plus d'influence chez elles et dans la société et qu'elles peuvent participer à la vie économique.

La question de l'égalité entre femmes et hommes joue un rôle décisif.

Au vu de l'ampleur du défi, on peut regretter l'absence de consensus sur le thème de la réduction de la natalité et que ce sujet n'attire pas l'attention qu'il mérite dans le contexte de la coopération au développement. Il s'agit bien sûr d'un thème extrêmement sensible, la question de la procréation étant une question surtout intime et la détermination du planning familial étant inscrite comme droit fondamental dans les droits de l'homme. Mais au lieu d'en faire un tabou, il faut se pencher de manière ouverte, mais prudente sur ce sujet. L'objectif est d'une part de contourner les résistances de la part des groupes religieux par exemple et d'impliquer les responsables politiques. D'autre part, cet aspect doit être pris en compte de manière plus explicite dans les projets de coopération au développement.

Idées de débats et actions politiques

Un débat controversé sur la natalité et la croissance démographique est inévitable. Mais c'est en premier lieu à l'Afrique elle-même de le mener. Il faut espérer que les responsables politiques prennent conscience de l'urgence de cette question. Il s'agit en effet d'un facteur décisif qui définira l'avenir économique du continent et la réalisation des principaux objectifs de développement.

Le sujet de la démographie est inscrit à l'ordre du jour des forums internationaux et africains, des débats parlementaires et des négociations entre gouvernement et coopération au développement. Il doit être pris en compte par le grand public. Les pouvoirs de la société civile, les experts universitaires et les think tanks aussi doivent se pencher de manière plus approfondie sur ce sujet, lancer des débats, parler avec les femmes et proposer des approches dans le cadre de recommandations. L'objectif réel est d'influencer l'opinion publique et l'action des gouvernements en se basant sur des faits, des analyses scientifiques et des messages compréhensibles qui aident à passer outre les préjugés et les fausses suppositions.

Mathias Kamp dirige le bureau en Ouganda de la Konrad-Adenauer-Stiftung.



Vision et réalité de l'intégration économique de l'Afrique subsaharienne

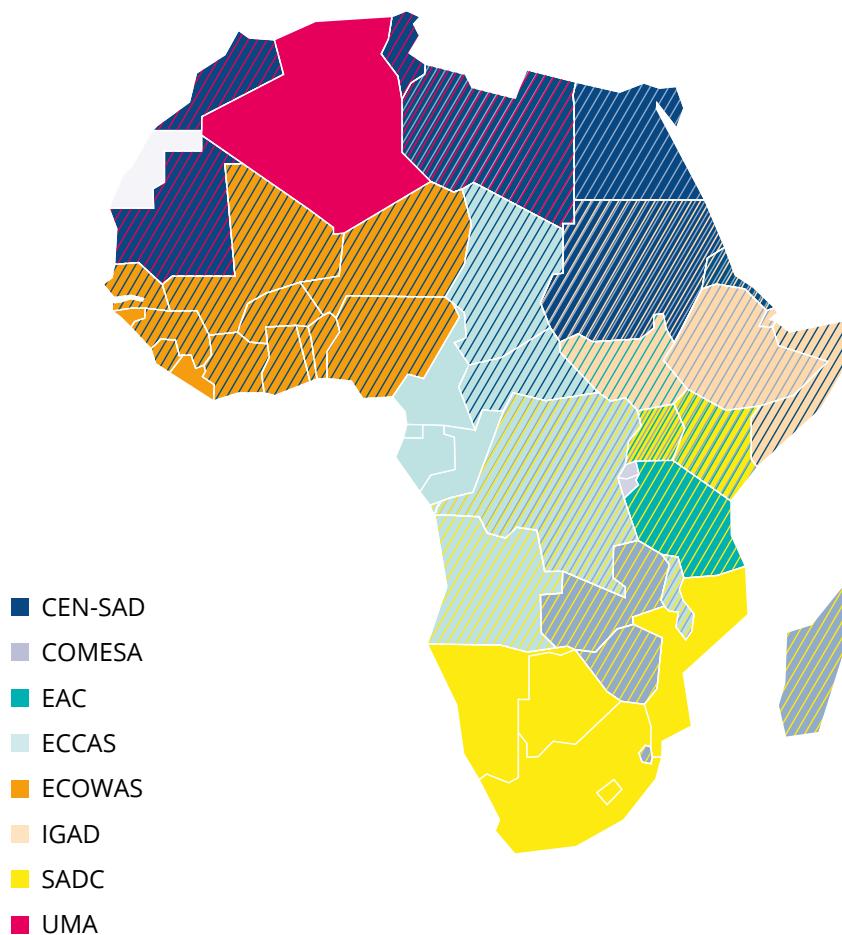
Dynamique et défis actuels de la ZLEC et de la CEDEAO

de Florian Karner

Le processus historique d'intégration régionale en Afrique remonte au début des années 1960, lorsqu'une grande partie des anciennes colonies a accédé à son indépendance. Comparé au reste du monde, le commerce interrégional en Afrique est toutefois très en retard.

Selon la Banque africaine de développement (BAD), les chiffres sont de seulement 13 % pour l'Afrique. Dans les centres de croissance comme la région Asie-Pacifique, 39 % du volume total se fait dans la région, contre 31 % en Europe de l'est et plus de 61 % en Europe occidentale. En ce qui concerne le commerce, les pays d'Afrique subsaharienne sont plus liés au reste du monde qu'entre eux. Et les répercussions en termes d'investissements sont minimes : selon les indications de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les pays africains n'ont perçu que 3,3 % des investissements directs étrangers en 2017. Et ceci malgré la présence de huit communautés économiques régionales reconnues par l'UA (voir figure). Qu'il s'agisse de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) ou de la CEDEAO, la fragmentation et les divergences dépassent malheureusement trop souvent les avantages de l'intégration régionale.

Comparé au reste du monde, le commerce interrégional en Afrique est très en retard.



Source : interne

La communauté des États de la CEDEAO n'exploite pas son potentiel

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) créée en mai 1975 est un peu mieux installée avec des statistiques consignant une part commerciale interrégionale de 28 %, mais elle néglige les potentiels des règles d'intégration qu'elle s'est imposée. Les États membres de la CEDEAO se sont engagés dès 1993 dans le cadre d'un *Schéma de libéralisation des échanges* afin d'autoriser entre eux la libre circulation des personnes, des marchandises et des services avec pour but d'éliminer tous les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce et de réduire les formalités douanières. Aujourd'hui, il semblerait que seule la liberté de mouvement des personnes soit à peu près respectée. Une étude sur le Corridor Abidjan-Lagos prouve de manière exemplaire que malgré des progrès, la circulation sans problèmes et le commerce libre de marchandises se voient confrontés à d'énormes difficultés dans leur application. Ce Corridor de 1022 km, qui traverse cinq pays au total (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigeria) est pourtant l'un des principaux axes d'Afrique occidentale, responsable de 65 % des activités économiques de la CEDEAO et considéré comme poumon économique de toute la région.

La libre circulation des marchandises et des services ne s'est pas encore concrétisée dans la pratique.



Sur le principe, on constate quatre catégories d'obstacles :

1. Des obstacles formels dus à la méconnaissance des textes contractuels et des dispositions d'exécution par les autorités publiques, leur application non uniforme ou absente à cause de la négligence des États, le manque de ressources personnelles et financières.
2. Des barrières informelles sous forme de criminalité et de corruption.
3. Des barrières politiques en dehors du champ d'application des contrats de la CEDEAO, comme par exemple le refus des banques centrales d'Afrique occidentale et du Nigeria d'autoriser des paiements peu chers de francs CFA en naira ou investissement.
4. La fragmentation géographique du continent : les distances entre métropoles sont bien plus grandes que sur les autres continents, la durée de vol bien plus longue, les infrastructures encore catastrophiques, les coûts de transaction donc exorbitants.

Les conséquences sont dévastatrices et s'appliquent à la plupart des communautés économiques régionales sur le continent Africain. Le secteur informel continue par ailleurs de dominer. Le commerce et les activités économiques formels au-delà des frontières, qui pourraient créer des emplois et générer des recettes fiscales, sont rendus difficiles. Les coûts élevés de transaction restreignent donc la compétitivité des entreprises et produits locaux ainsi que leurs opportunités d'exportation. Vienent s'y ajouter l'adhésion à plusieurs communautés économiques régionales, avec pour conséquence des rivalités institutionnelles. De manière générale, on peut consigner que le marché africain reste profondément fragmenté et qu'il se caractérise par des frais de transaction élevés et des obstacles non tarifaires au commerce qui limitent drastiquement l'intégration régionale et continentale. Il s'agit d'un véritable cercle vicieux.

Le secteur informel continue de dominer sur le continent africain.



La ZLEC réussira-t-elle le grand bond vers un marché unique ?

Le Parlement gambien a ratifié la ZLEC le 2 avril 2019, atteignant ainsi la limite critique d'au moins 22 ratifications obligatoires. En mars 2018, 44 pays membres de l'UA avaient signé l'accord. Au mois de juillet prochain, l'entrée en vigueur officielle de l'accord de libre-échange devrait être décidée en marque du sommet de l'UA à Niamey. À partir de cette date, tous les pays membres devront négocier l'application détaillée de l'accord et en particulier les règles d'origine, les conditions de paiement, les accords d'exécution de la circulation de marchandises et l'élimination des obstacles non tarifaires au commerce. La détermination des règles d'origine devrait notamment constituer un point litigieux.

Les négociations sur un accord de libre-échange panafricain sont donc sur le point d'entrer dans l'histoire. Le plan de route pour la création d'un marché intérieur panafricain remonte à 1991. L'élan décisif est venu en 2012 à l'occasion du 18ème Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UA à Addis-Abeba avec la ZLEC et la signature de deux protocoles de création d'un marché intérieur commun pour les marchandises et

les services. La ZLEC a pour vocation de créer un marché continental unique pour les marchandises et les services avec la libre circulation des personnes et des capitaux. Le transfert libre de services devrait être lancé dès la première phase de l'application, notamment pour être plus attractif pour les investissements directs de l'étranger. Parallèlement, l'initiative du *Marché unique du transport aérien africain* signée en janvier 2018 doit être mise en place progressivement pour améliorer la connectivité catastrophique en ce qui concerne les liaisons aériennes en Afrique.

Le Commissaire de l'UA en charge du commerce et de l'industrie, Albert Muchanga, a récemment annoncé que la ZLEC lancerait le développement de chaînes de valeur régionales et offrait de grandes opportunités de marché pour les investissements à long terme. Il a également évoqué que le marché unique visé disposerait de règles d'origine communes, de simplifications douanières pour la circulation de marchandises, de mécanismes de surveillance des obstacles non tarifaires au commerce, d'une plateforme de paiement et de facturation numériques et d'un organe de supervision (*Observatoire du commerce de l'Union africaine*). Ce dernier aurait pour responsabilité de collecter des données commerciales transnationales afin de remédier au manque actuel de statistiques fiables. Les informations recueillies devraient être mises à la disposition des décideurs politiques et des entreprises.

L'Allemagne, l'Union européenne et d'autres donateurs soutiennent ce projet et espèrent que la ZLEC sera couronnée de succès. Pour l'UE, la zone de libre-échange continental représente un élément essentiel de « l'Alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables » créée en septembre 2018 par le président de la Commission Juncker, dont le but est d'approfondir les relations économiques et commerciales entre l'Afrique et l'Europe. Récemment, l'UE a mis à disposition 50 millions d'euros en soutien à la ZLEC pour la période 2018-2020. La première étape consiste à soutenir, en coopération avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), l'élaboration de stratégies de mise en œuvre nationales.

L'économie considère que ce nouvel accord commercial a un énorme potentiel. L'objectif est de surmonter la fragmentation sur les petits marchés locaux et de donner accès aux entreprises à des marchés plus grands et donc plus lucratifs. Les pouvoirs politiques s'intéressent aussi au sujet. En se développant, les entreprises devraient ainsi créer 20 à 30 millions d'emplois chaque année afin d'absorber les foules de jeunes gens arrivant sur le marché du travail. Le commerce sur le continent devrait augmenter d'au moins 25 % sur les dix prochaines années, contribuant à la croissance économique et à l'attrait général pour les investisseurs.

Actuellement, il reste à définir si l'UA saura se servir de l'accord afin de convaincre le poids lourd en exportation de pétrole, le Nigeria, à participer en lui fournissant éventuellement des garanties et des mesures transitoires. De nombreuses branches industrielles nigériaines craignent de disparaître dans les rouages d'une nouvelle zone de libre échange. Une chose est claire : l'accord s'appliquera uniquement aux pays signataires ayant déposé les actes de ratification requis. Personne ne sait si l'*acquis* des négociations sera accessible aux éventuels nouveaux arrivants comme le Nigeria.

La zone de libre-échange transcontinental doit notamment disposer d'une plateforme pour les paiements électroniques.

La zone de libre-échange transcontinental doit notamment disposer d'une plateforme pour les paiements électroniques.



Réactions critiques à l'accord de libre-échange

Alors que la communauté internationale de donateurs et les acteurs institutionnels placent d'énormes espoirs dans la zone de libre-échange continentale, les autres réactions sont mitigées, voire critiques. Les plus sceptiques sont persuadés que les mêmes difficultés s'appliqueront à un accord continental que celles actuellement rencontrées par les communautés régionales.

Dans le cadre de la dernière rencontre interinstitutionnelle entre la CEDEAO et l'Union économique et monétaire ouest-africaine au mois de mars dernier, les présidents des commissions des deux organes ont fait preuve de retenue quant à leurs déclarations sur la future entrée en vigueur de la ZLEC. Les conclusions officielles expliquent que les institutions prennent acte de la ratification de la ZLEC et des répercussions négatives de son entrée en vigueur pour l'intégration en Afrique de l'ouest si tous les pays de cette zone ne la signent et ne la ratifient pas. Jusqu'à présent, deux pays ouest-africains (Bénin, Nigeria) n'ont pas signé l'accord, trois (Guinée-Bissau, Liberia, Burkina Faso) l'ont signé mais pas encore ratifié.

Une intégration approfondie est-elle possible dans des délais raisonnables ?

Une intégration régionale efficace doit aller au-delà de la suppression des frais de douane. L'objectif est bien plus de surmonter les restrictions sur place qui ralentissent le fonctionnement quotidien des producteurs et négociants, comme l'explique une représentante de la Banque mondiale, qui soutient les efforts d'intégration africains depuis de nombreuses années. Pour créer des marchés intégrés qui attirent les investissements dans l'agriculture et les nouvelles offres de service, les pays participants doivent coopérer de manière intense pour arriver à une approche unifiée de l'intégration régionale, au-delà d'une simple baisse des frais de douane. Selon elle, cette démarche exige des réformes des lois en vigueur et plus de capacités dans les institutions responsables de l'application des directives. Des nombreux observateurs considèrent une telle ouverture à la réforme et aptitude à l'harmonisation comme irréalistes à court terme. Le niveau d'intégration actuel est tel que, dans une organisation comme la CEDEAO, il n'est pas possible de fixer des directives unifiées pour la fréquence du contrôle technique des véhicules. Beaucoup d'observateurs considèrent donc qu'une intégration approfondie sur le plan continental est tout bonnement impossible. Souvent, des principes fondamentaux sont mis en cause à cet égard : les gouvernements concernés sont-ils réellement prêts à lutter contre la corruption des fonctionnaires, une bureaucratie laborieuse et lente et des contrôles de sécurité disproportionnés et de renoncer à des recettes douanières pour certaines généreuses ? Certaines divergences pourront le cas échéant être réduites par des facteurs extérieurs. La dynamique de l'Afrique de l'est, poussée notamment par l'Éthiopie, le Kenya et le Rwanda, se base sur l'engagement de la Chine dans le domaine de l'infrastructure, qui est sur le point de s'élargir vers l'Afrique de l'ouest dans le cadre de l'initiative *One Belt, One Road*. Tant que cette connectivité des infrastructures ne sera pas présente, l'intégration économique ne pourra s'installer durablement, peu importe si les États nationaux ont la volonté de faire avancer l'intégration.

Florian Karner dirige le programme régional « Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest » de la Konrad-Adenauer-Stiftung depuis le siège d'Abidjan/Côte d'Ivoire.



L'automatisation et la pérénité du travail en Afrique subsaharienne

À quel point le continent est-il préparé à la transformation numérique ?

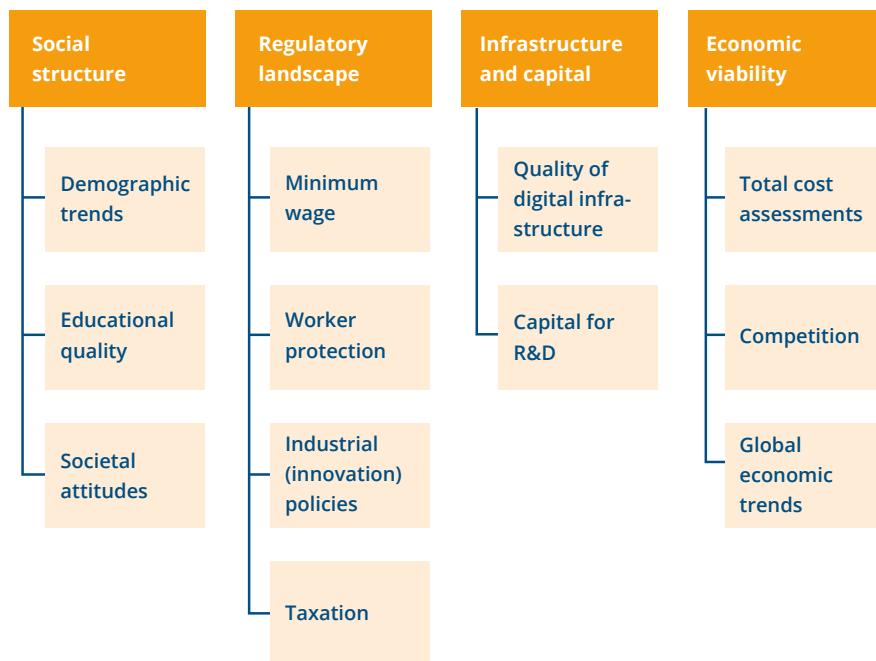
de Gunter Rieck Moncayo

Incontestablement, la transformation numérique de la société et de l'économie représente l'une des mégatendances de notre époque. Cette mutation technologique devrait bouleverser irrévocablement la manière dont nous vivons et dont nous travaillons. Dans le débat public concernant ses conséquences, on parle surtout de la crainte de la perte d'emplois et des défis sociaux pouvant résulter de cette démarche disruptive.

Une chose est claire : les conditions initiales sont très disparates en fonction des régions et des pays. Il faut donc que la question concernant les répercussions sociales concrètes de la numérisation et de l'automatisation soit examinée et évaluée au cas par cas. Dans ce cadre, Alexander Gaus et Wade Hoxtell du *Global Public Policy Institute* à Berlin, et sur mandat de la Fondation Konrad Adenauer se sont penchés sur les pays au sud du Sahara en Afrique. Dans une étude publiée en avril 2019, les auteurs analysent les répercussions possibles de la hausse de l'automatisation des processus de travail sur le travail en Afrique subsaharienne (<https://www.kas.de/en/single-title/-/content/automation-and-the-future-of-work-in-sub-saharan-africa>).

Facteurs clés pour l'automatisation

Pour commencer, les auteurs ont identifié les facteurs clés ayant une influence sur une possible automatisation avant de les diviser dans les catégories structures sociales, contexte juridique, infrastructure et capital ainsi que viabilité économique :



Source : Alexander Gaus und Wade Hoxtell

Les résultats de l'étude sont mitigés. Certains facteurs laissent en effet à penser que l'Afrique subsaharienne renforcera son degré d'automatisation dans un futur proche, alors que d'autres contredisent cette théorie.

Moteurs d'automatisation en Afrique subsaharienne

Selon l'étude, le marché croissant de la consommation sur place a un impact positif sur une automatisation potentiellement renforcée des processus de travail en Afrique subsaharienne. Et paradoxalement, aussi les systèmes de formation et d'enseignement de nombreux États africains pourraient être d'autres moteurs d'automatisation sur le continent à cause de leur qualité souvent mauvaise. Aujourd'hui déjà, de nombreuses entreprises se plaignent de ne pas trouver suffisamment de main d'œuvre qualifiée sur le marché du travail. Et dans les pays où la qualité du système de formation est meilleure, les diplômés ne disposent souvent pas des compétences dont les entreprises ont réellement besoin, ce qui constitue un décalage tout à fait classique. Dans les pays en manque de main d'œuvre qualifiée, il peut être intéressant d'automatiser les processus.

Des systèmes de formation de mauvaise qualité peuvent être des moteurs à l'automatisation.

La même observation s'applique aux droits des salariés et aux salaires minimum mis en place dans certains pays qui, selon les auteurs, pourraient avoir pour conséquence une certaine retenue de la part des entreprises à embaucher de nouvelles recrues. Dans ce cas, elles auraient plutôt tendance à considérer l'automatisation des processus de travail comme une alternative viable.

Freins à l'automatisation en Afrique subsaharienne

Comme déjà évoqué ailleurs dans ce recueil, la croissance économique de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne n'est pas assez élevée pour absorber la croissance démographique rapide. Chaque année, le nombre de jeunes gens arrivant sur le marché du travail est bien supérieur au nombre d'emplois créés. Il faudrait des taux de croissance à deux chiffres sur plusieurs années afin d'absorber le flux issu de la croissance démographique. À cause de l'offre excédentaire sur le marché du travail, les salaires sont plus bas et le coût du travail relativement faible. Les entreprises ont alors moins tendance à remplacer la main d'œuvre humaine par des solutions d'automatisation.

Un autre aspect qui joue un rôle décisif sur le continent africain et qu'il ne doit en aucun cas négliger réside dans le degré élevé d'informalité sur le marché du travail. Jusqu'à 81 % des emplois sont réalisés dans le secteur informel. De par sa nature, l'emploi informel est moins enclin à être remplacé par l'automatisation. **81 % des rienne so**

La pénurie évoquée plus haut de main d'œuvre qualifié constitue jusqu'alors un frein important à une croissance du secteur de l'industrie et des services dont l'Afrique subsaharienne a urgentement besoin. Contrairement aux pays industriels avec des revenus élevés, dans lesquels près de trois quarts de tous les salariés travaillent dans le secteur des services, seuls 31 % de tous les travailleurs en Afrique subsaharienne sont actuellement actifs dans ce domaine. L'Afrique est d'ailleurs aussi la région du monde la moins industrialisée avec la plus basse valeur-ajoutée dans l'industrie manufacturière. Quelques pays mènent donc une politique industrielle active afin de remédier à ce problème. Selon les auteurs, ces politiques auraient toutefois plutôt tendance à ne pas promouvoir l'automatisation, voire à empêcher son renforcement.

D'autres critères, également décisifs, qui vont à l'encontre d'une automatisation plus rapide en Afrique subsaharienne sont l'infrastructure (numérique) insuffisante dans de larges parties du continent et l'accès manquant au capital. Comme nous l'expliquons également dans l'article sur la scène des start-ups au Ghana, l'alimentation en électricité manque souvent de fiabilité et un accès à Internet rapide et stable coûte cher, si tant est qu'il existe. Dans les régions rurales, le problème le plus fréquent réside dans la dernière étape, celle du raccordement des consommateurs au réseau. Ce problème ne devrait pas être résolu de si tôt, empêchant ainsi l'agriculture d'avoir accès aux nouvelles technologies numériques. Du point de vue africain, cela est d'autant plus regrettable que l'agriculture représente une part importante de nombreuses économies nationales et que l'automatisation permettrait d'accroître la productivité et donc de booster la prospérité.

Il n'y a pas assez d'infrastructure et d'accès au capital pour faciliter l'automatisation dans l'agriculture africaine.

Il n'y a pas assez d'infrastructures et d'accès au capital pour permettre une automatisation rapide.



Les conclusions des auteurs

Au vu des facteurs cités plus haut, les auteurs arrivent à la conclusion qu'à ce jour, l'automatisation des processus de travail n'est pas considérée comme une menace par une grande partie des employés africains. La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ne disposent ni de l'infrastructure requise, ni du capital nécessaire à la mise en place des technologies d'automatisation. Viennent s'y ajouter d'autres problèmes, comme un marché du travail largement informel ainsi qu'un excédent de main d'œuvre à cause de la forte croissance démographique dans grand nombre de ces pays. La main d'œuvre humaine est donc moins chère que le travail assisté par robots ou logiciels. Mais cela ne signifie pas qu'il ne pourrait y avoir aucun problème:

Actuellement, l'automatisation ne représente pas une grande menace pour les employés africains.

1. Indépendamment de ce qui a été dit plus haut, les postes qui pourraient être remplacés par des solutions d'automatisation à l'avenir sont des emplois relativement bien payés dans le domaine des services, par exemple dans le *commerce de détail*. Ceci est préoccupant dans la mesure où cela impactera une couche moyenne peu étendue, travaillant dans le secteur formel et payant des impôts et des charges sociales.
2. Grâce à cause de la possibilité offerte d'obtenir des investissements importants, l'industrie de la matière première significative dans l'Afrique devrait accroître son degré d'automatisation des processus de travail. Des coûts relativement élevés du travail, des dispositions strictes en matière de sécurité et des pertes potentiellement élevées à cause des grèves récurrentes sont autant d'incitations à l'automatisation des processus de travail afin d'acquérir une plus grande autonomie par rapport au travail humain.
3. Du point de vue africain, l'automatisation représente un risque de *reshoring*, à savoir le rappel d'une production préalablement externalisée. En Allemagne, un exemple souvent cité de *reshoring* est celui d'Adidas et de sa *Speedfactory*. L'utilisation étendue de l'automatisation lui a en effet permis de fabriquer des pièces uniques personnalisées en Allemagne à des prix abordables. Pour l'industrie manufacturière déjà peu présente en Afrique subsaharienne, un tel retrait représenterait des pertes sensibles. Pour cette raison également, les pays d'Afrique subsaharienne ne sont pas en mesure d'imiter le modèle de croissance asiatique.
4. La pertinence ou l'applicabilité insuffisante des processus d'automatisation à la plus grande partie de l'économie d'Afrique subsaharienne représente un problème à moyen et à long terme : en termes de compétitivité, une majorité des pays africains dépendrait encore plus des pays développés qui utilisent ces technologies pour accroître leur productivité et leur compétitivité. Ceci empêche un renforcement de l'intégration des pays africains dans les chaînes de valeur ajoutée mondiale et rend la création d'emplois plus difficile. Une croissance économique basée sur les exportations, sans extraction et vente de matières premières, serait ainsi encore plus retardée.

C'est justement ce dernier point qui constitue un véritable risque. Les défis des années à venir en matière de politique de développement consistera donc à éviter un *digital divide* trop important et à concevoir la transformation numérique de la société et de l'économie de manière à ne pas encore plus agrandir les disparités entre les sociétés très développées et celles moins développées. L'Afrique subsaharienne doit donc pouvoir compter sur la création d'emplois productifs en grand nombre ainsi que sur l'extension massive de l'infrastructure (numérique).

Sans l'extension de l'infrastructure actuellement insuffisante et un meilleur accès au capital, sans une intégration accrue dans les chaînes de valeur mondiales et sans l'augmentation du commerce régional, le *leapfrogging*, c'est-à-dire le fait de sauter des étapes sur la voie vers la quatrième révolution industrielle, restera un espoir vain. Les histoires à succès innovantes existantes comme le système de paiement électronique M-Pesa n'y changeront rien.

Il faut absolument que les leaders politiques des pays africains ainsi que des scientifiques et des experts en Afrique se penchent de manière plus approfondie sur les répercussions de l'automatisation des processus de travail dans leur pays afin de développer des stratégies adaptées.

La transformation numérique doit se mettre en place de manière à éviter tout *digital divide*.

Gunter Rieck Moncayo est conseiller économique dans l'équipe régionale Afrique subsaharienne de la Konrad-Adenauer-Stiftung à Berlin.





Nigeria : un pays au fort potentiel ?

**Ce géant économique suscite de grands espoirs,
mais le développement reste lent**

du Dr Vladimir Kreck

Avec près de 200 millions d'habitants, le Nigeria est non seulement le pays le plus peuplé d'Afrique, mais aussi depuis quelques années doté de la plus grande économie nationale du continent. Selon la Banque mondiale, le pays a ainsi généré un produit intérieur brut (PIB) de 375,7 milliards de dollars US en 2017, soit 27 milliards de plus que l'Afrique du sud qui se place en deuxième position. On dit donc souvent du Nigeria qu'il possède un énorme potentiel : une population élevée, un grand marché, de bonnes opportunités de développement. Mais qu'en est-il de la réalité ? Il suffit de se pencher sur le PIB par habitant pour comprendre que ce pays est très différent des autres pays d'Afrique. Quand on le compare aux autres pays africains, le Nigeria ne se place que 18ème dans les statistiques de 2017 derrière des pays comme le Maroc, l'Égypte ou encore la République du Congo. Le PIB par habitant s'élevait à 1968 dollars US contre 6151 dollars US pour l'Afrique du sud par exemple. La position du Nigeria comme plus grand économie nationale du continent n'est donc pas déterminante pour le pouvoir économique réel du pays.

Sa position comme plus grande économie nationale en Afrique n'est donc pas déterminante pour le pouvoir économique réel du pays.

Le Nigeria ne se remet que lentement de sa dernière crise économique

Les problèmes économiques de ce pays riche en ressources naturelles résident principalement dans sa dépendance envers les exportations de pétrole et de gaz. Le Nigeria est le plus grand producteur de pétrole d'Afrique. Les exportations s'élèvent à environ 90 % du volume total d'exportation nigérian et les recettes perçues sur la vente représentent jusqu'à 70 % du budget de l'État. Ce géant d'Afrique de l'ouest est donc très dépendant de l'évolution volatile sur le marché international des matières premières. Vient s'y ajouter que le secteur industriel ne compte que pour environ 9 % dans le PIB nigérian et qu'il ne crée pas beaucoup d'emplois. Il ne convient donc pas à offrir des perspectives aux nombreux chômeurs du pays.

La dépendance envers le pétrole du Nigeria s'est avérée d'autant plus dramatique en 2014 lorsque les prix de cette matière première ont chuté sur le marché mondial. L'économie nigériane a alors plongé dans une profonde récession dont le pays essaie encore aujourd'hui de se relever. Les autrefois taux de croissance élevés de jusqu'à 7 % ont atteint leur niveau le plus bas en 2016 avec seulement 1,62 % selon le Fonds monétaire international (FMI). Les prix du pétrole se sont stabilisés ces deux à trois dernières années avec pour conséquence une légère hausse de la croissance du Nigeria en 2017 de 1 %. Les estimations pour 2018 sont d'environ 1,8 %. Pour 2019 et 2020, les experts internationaux prévoient une croissance stable de l'ordre de 2 % par an.

Sa dépendance par rapport aux exportations de pétrole et de gaz le rend particulièrement sensible aux fluctuations des prix.

Depuis le début de la crise économique, le nombre de chômeurs augmente également. Selon le *Bureau national des statistiques* nigérian, 23,2 % de la population active était au chômage fin 2018, soit environ 20,9 millions de personnes. Il s'agit d'une hausse de 5 % par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, 20,1 %, soit 18,21 millions d'habitants, ne travaillent pas à temps plein selon les statistiques. 43,3 % de la population active du Nigeria vit donc sans revenus sûrs ou avec des revenus très bas. En 2018, le Nigeria a par ailleurs remplacé l'Inde au rang des pays avec le plus de personnes dans une misère extrême. Aux États-Unis, la Brookings Institution estime qu'aujourd'hui, environ 87 millions de personnes ont moins de 1,90 dollar par jour pour vivre et que le nombre de pauvres croît chaque jour. Ainsi 43 % de la population totale du Nigeria vit sous le seuil de pauvreté.

Le dividende démographique est encore loin

Sur fond de natalité élevée depuis des décennies, cette évolution est préoccupante. La natalité est actuellement d'environ 5,5 enfants par femme. Chaque année, la démographie nationale croît d'environ 5 millions de personnes et l'ONU estime qu'en 2050, le Nigeria dépassera les États-Unis à cause de cette croissance démographique rapide. Avec alors plus de 400 millions d'habitants, le Nigeria pourrait ainsi se placer troisième parmi les pays les plus peuplés, après l'Inde et la Chine. Au vu de cette croissance démographique, il faudrait dès aujourd'hui des taux de croissance à deux chiffres afin d'offrir des perspectives économiques au nombre croissant de jeunes.

Il faudrait en réalité une croissance à deux chiffres pour résorber les plus de 400 millions d'habitants prévus à l'horizon 2050.

Concernant la population jeune du Nigeria (l'âge moyen s'établit aux alentours de 18 ans), on parle souvent de dividende démographique. Ce dividende fait naître l'espoir que le Nigeria pourrait très prochainement profiter de son capital humain. La théorie est la suivante : plus il y a de jeunes dans un pays, plus la part de population active est élevée et plus cette société est productive. Le doute quant au fait que la masse de jeunes gens sera véritablement une aubaine pour le Nigeria est toutefois plus que justifié car pour « récolter » un dividende démographique, certaines conditions doivent être remplies. Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) cite les conditions suivantes comme étant déterminantes : la population âgée entre 15 et 64 ans doit être en bonne santé, avoir un niveau de formation élevé et disposer de conditions de travail dignes. Par ailleurs, le nombre de nouveau-nés par foyer doit drastiquement baisser.

Les soins de santé au Nigeria sont toutefois plus que lacunaires partout dans le pays. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'espérance de vie ne dépasserait pas 55 à 56 ans. L'enseignement quant à lui nécessite des réformes et une expansion d'urgence. L'obligation d'aller à l'école n'est pas imposée par l'État. Avec près de 13,2 millions d'enfants non scolarisés, le Nigeria serait, négativement, en tête des statistiques mondiales selon l'UNICEF. La plus grande partie de ces enfants sont des jeunes filles qui vivent dans le nord musulman du pays. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), environ 15 millions d'enfants de moins de 14 ans sont forcés à travailler ou doivent travailler. Selon l'OIT, le taux d'analphabètes aussi serait très élevé avec 42 % des hommes et 59 % des femmes. Dans de nombreuses régions du pays, il est par ailleurs impossible d'exercer un travail digne. En raison du chômage en hausse, du niveau de formation souvent bas et de la grande pauvreté, les gens n'ont pas de quoi manger au quotidien.

Les problèmes résident dans la hausse du chômage, un niveau de formation souvent bas et une pauvreté largement répandue.

Mais le véritable problème réside dans la natalité élevée depuis des décennies. Dans les 20 dernières années, elle n'a baissé que de 0,6 %. Toutes les populations, que ce soit dans le nord musulman ou dans le sud chrétien, veulent avoir beaucoup d'enfants pour des raisons ethnoculturelles et économiques. De plus, la majorité des nigérians sont très croyants. Les représentants des églises musulmane et chrétienne s'en servent en incitant régulièrement les gens à avoir des enfants dans leurs sermons. Cette demande suit une idée perfide : plus d'enfants signifie plus de pauvreté ce qui freine le développement du pays tout en présentant des avantages pour les églises car les gens dans la misère sont plus enclins à se tourner vers la religion pour trouver l'absolution. Au-delà de ce problème, une natalité constamment élevée remplit également les églises sur le long terme. Il n'y a pratiquement pas de débat politique sur la manière dont des mesures de planning familial de l'État par exemple pourraient faire baisser la natalité. Ce silence est un peu comme un tabou bien que beaucoup de politiciens soient conscients du problème et critiquent avec retenue l'évolution démographique du pays.

La diversification comme solution aux problèmes économiques ?

En réalité, la réponse aux problèmes économiques du Nigeria est connue depuis longtemps. Pour se dégager de sa dépendance envers le pétrole et le gaz et créer des

emplois en grand nombre, l'économie du pays doit se diversifier. Le président confirmé à son poste en février 2019, Muhammadu Buhari, avait gagné les élections présidentielles de 2015 parce que c'est justement ce qu'il avait promis à la population. Début 2017, son gouvernement a présenté un programme économique, l'*Economic Recovery and Growth Plan (ERGP)*, ayant pour objectif d'étendre l'activité économique du pays. Les secteurs primordiaux devaient être l'agriculture, l'énergie et les transports. Mais depuis rien ne s'est passé. Selon des estimations de la Banque mondiale, la plupart des mesures prévues par ce programme sont en pré-phase de mise en œuvre. C'est pour cette raison que le Nigeria n'a pas atteint les 4,8 % de croissance économique prévue pour 2018 et n'atteindra pas non plus les 7 % estimés pour 2020.

L'économie du pays doit se diversifier.

Un grand problème, mais aussi une grande chance du pays, réside dans son industrie manufacturière. Le pays est ainsi par exemple le plus grand producteur de manioc, bien devant la Thaïlande, l'Indonésie et le Brésil, ainsi qu'un des plus grands exportateurs de cacao. Mais le manioc est principalement cultivé par de petits agriculteurs pour leurs propres besoins et n'est pas transformé pour le marché national ou pour l'exportation. Le cacao cultivé au Nigeria en revanche est exporté vers l'Europe et les États-Unis surtout, sans toutefois être transformé. D'ailleurs, il en va de même pour le pétrole du pays. Seule une infime fraction de la quantité extraite est transformée dans le pays. La plus grande partie est vendue sous forme de pétrole brut à l'étranger. Une des conséquences à cela réside notamment dans le fait que le Nigeria est obligé d'importer les dérivés du pétrole dont il a besoin à des prix élevés. Pour que les prix de l'essence et du diesel soient intéressants pour les consommateurs finaux, l'État est ainsi obligé de les subventionner. En 2018, 3,85 milliards de dollars étaient budgétisés pour ce subventionnement, soit près de 50 % des recettes de l'État issues de la vente de pétrole. Mais à cause du prix croissant sur le marché mondial, le ministère compétent a avoué à la fin de l'année que les subventions avaient été bien plus élevées.

Une transformation des matières premières et produits agricoles sur place pourraient lancer des chaînes de valeur locales et régionales qui seraient intéressantes non seulement pour les investisseurs nationaux et étrangers, mais créeraient aussi beaucoup d'emplois.

Des chaînes de valeur différencieront attireront les investisseurs et créeront des emplois.

Pour autoriser une différenciation des chaînes de valeur ajoutée, il faudrait toutefois que l'État crée des conditions indispensables :

1. Le Nigeria doit améliorer le mauvais état de ses routes sur lesquelles actuellement le transport de marchandises constitue un véritable risque. Les accidents et les poids lourds renversés ne sont pas rares dans le trafic national. De plus, pendant la période des pluies de plusieurs mois, les routes ne sont que difficilement, voire pas du tout praticables parce qu'elles sont inondées ou boueuses. Le pays n'a pas de réseau ferroviaire.
2. Le Nigeria doit aussi éliminer les déficits graves de son alimentation électrique. Bloomberg a calculé que le pays ne réussissait à produire qu'un sixième environ de la consommation d'électricité de l'Afrique du sud par an, alors que la population d'Afrique du sud de 56 millions d'habitants est presque quatre fois moins importante que celle du géant d'Afrique de l'ouest. Actuellement, environ 40 % de la population du Nigeria n'est pas raccordée au réseau électrique et les 60 % res-



tants ont des générateurs au diesel pour remédier aux pannes de courant quotidiennes qui durent souvent plusieurs heures. Ceci s'applique aussi à l'industrie, au commerce de détail et aux autres artisans. Dans les secteurs les plus énergivores, les coûts mis en œuvre pour résoudre ce problème sont énormes.

3. Le pays doit résoudre ses problèmes de sécurité au plus vite car de nombreux territoires comme le nord-est sont des friches économiques. Depuis des années, cette partie du pays est déstabilisée par les milices terroristes de Boko Haram et depuis peu aussi par la fraction révolutionnaire « État islamique Afrique de l'ouest ». Au moins 1200 personnes sont mortes en 2018 lors de conflits armés ou d'attaques terroristes. Des centaines de milliers ont dû fuir. Selon le HCNUR, le nombre de réfugiés internes s'élèverait à près de deux millions. Dans le nord-ouest, des bandes organisées sévissent sans craindre de représailles. Ils tuent et obligent des milliers de nigérians à quitter leur domicile. Dans le centre du Nigeria, il y a une guerre entre les agriculteurs et les bergers avec pour 2018 près de 1600 victimes, soit plus que le conflit avec les terroristes dans le nord-est. Par ailleurs, de nombreuses autres régions comme le sud par exemple sont marquées au quotidien par des vols, des violences et des kidnappings.
4. La corruption largement répandue dans le pays est l'un des plus grands obstacles au développement et à l'investissement. Les investisseurs et entreprises internationaux fuient le marché nigérian car ils refusent de s'impliquer dans des pouvoirs corrompus. Le président Buhari a certes déclaré la guerre à la corruption et son gouvernement consigne quelques avancées depuis quatre ans, mais le taux de corruption reste l'un des plus élevés en Afrique et, par le biais de flux d'argent illégaux, aussi à l'étranger. Dans le dernier indice de perception de la corruption de Transparency International, le pays se place à la 144ème position sur 180 pays, baissant ainsi de huit places depuis la prise de pouvoir de Buhari.

Le protectionnisme renforce les cartels et les monopolistes

Un autre obstacle au développement économique réside dans la politique commerciale restrictive du pays. Depuis plusieurs années, le gouvernement nigérian pratique le protectionnisme sous couvert du fait que l'industrie et l'agriculture nationales doivent prendre le temps de se mettre en place pour devenir compétitives à l'échelle mondiale. Plus de 45 produits sont ainsi inscrits sur un indice d'importation. Il est interdit de les importer ou seulement moyennant le paiement de taxes douanières très élevées, comme c'est par exemple le cas du riz, du ciment et depuis peu des textiles. L'importation par des particuliers de meubles neufs est totalement interdite.

Un autre obstacle au développement économique réside dans la politique commerciale restrictive.

La politique commerciale restrictive du gouvernement présente toutefois des inconvénients. Au Nigeria, des cartels et des quasi-monopoles ont vu le jour et exigent des prix excessifs pour des produits mal transformés. En 2014, le journal allemand DIE ZEIT expliquait qu'un sac de ciment de 50 kg de la société nigériane Dangote coûtait par exemple 40 % de plus qu'en Allemagne. Aujourd'hui, ce pourcentage est toujours de 30 %. Les meubles des fabricants nigérians sont souvent mal finis et coûtent beaucoup plus que des produits de meilleure qualité fabriqués en Europe. En février 2019,

Buhari a signé une nouvelle loi censée protéger le marché national de la création de monopoles et de cartels. Mais comme cela a été le cas de nombreuses autres lois auparavant, il sera difficile de la faire appliquer concrètement. Le Nigeria ne dispose en effet pas d'une juridiction efficace et donc de la sécurité juridique requise.

Vient s'y ajouter le fait que le Nigeria refuse de signer les accords commerciaux internationaux. Le pays est certes membre fondateur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui, depuis 1975, vise à une intégration économique de désormais 15 pays sur l'exemple européen. Mais le Nigeria est le seul membre à ne pas avoir signé les accords de partenariat économique (APE) conclus en 2014 entre l'UE et le CEDEAO. Le gouvernement de Buhari rejette l'accord en prétextant que l'industrie et les petites entreprises du Nigeria ne seraient pas encore prêtes à entrer en concurrence avec les économies nationales européennes. Pourtant, l'UE a négocié une APE avec la CEDEAO qui aurait des avantages sur de nombreuses années pour les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. L'APE prévoit que les frais de douane européens soient supprimés à effet immédiat pour toutes les marchandises issues d'Afrique de l'ouest alors qu'en Afrique de l'ouest, les frais d'importation ne sont éliminés qu'après cinq ans pour les produits industriels et sur une période de 20 ans pour les biens de consommation. Dans les secteurs économiques sensibles, comme les denrées alimentaires, auxquels appartient l'agriculture, les pays d'Afrique de l'ouest peuvent même percevoir des frais de douane de manière illimitée afin de ne pas être exposés à la pression de la concurrence européenne. L'UE a par ailleurs accepté de soutenir la mise en œuvre de l'APE à hauteur de 6,5 milliards d'euros pendant les cinq premières années. D'autres investissements devraient suivre.

Avec des arguments similaires à ceux de l'APE, Buhari a également refusé l'adhésion du Nigeria à la zone de libre-échange africaine (ZLEC). La *Manufacturers Association of Nigeria* considère même l'accord comme « an extremely dangerous and radioactive neo-liberal policy initiative [...] that seeks to open our seaports, airports and other businesses to unbridled foreign interference never before witnessed in the history of the country ». 49 des 55 pays membres de l'Union africaine (UA) ont un avis contraire et ont signé l'accord de mise en place d'une zone de libre-échange continental en 2018. Dans quelques années seulement, 90 % des biens et marchandises produits en Afrique ne devraient plus générer de frais de douane.

Le président refuse d'adhérer à l'accord de libre-échange transcontinental.

Que peut-on attendre du nouveau gouvernement ?

En février 2019, Buhari et son parti, l'*All Progressive Congress (APC)*, ont été confirmés pour quatre années supplémentaires lors des élections présidentielles et parlementaires. Buhari et son gouvernement n'ont pas réussi à convaincre pendant leur dernier mandat. Ni la promesse de vaincre Boko Haram en quelques mois, ni de relever l'économie ou encore de mettre fin à la corruption n'ont été tenues. En se penchant sur le programme électoral de l'APC, on se rend compte qu'il a remporté les dernières élections avec les mêmes promesses. Il faut non seulement que la sécurité du pays s'améliore rapidement et que la lutte contre la corruption endémique soit poursuivie de manière intense, mais aussi que l'État aide à dynamiser l'économie et à créer des



millions d'emplois. Le parti de Buhari veut ainsi par exemple créer au moins 7,5 millions d'emplois dans l'agriculture à l'aide de subventions publiques. Plus de 10 millions de personnes doivent de plus se former avec des programmes de formation financés par l'État. Le secteur technologique et créatif doit recevoir des subventions à hauteur de 500 millions de dollars US. L'objectif est de créer 500 000 postes et de former 200 000 jeunes. Par ailleurs, l'État souhaite subventionner des parcs industriels dans tous les territoires et ainsi créer encore plus d'emplois. Et il compte aussi investir massivement dans les infrastructures.

Mais les experts critiquent à raison que ni Buhari ni le programme électoral de l'APC expliquent d'où provient l'argent promis pour ces grands projets par l'État. Sous l'égide de Buhari, le pays s'est déjà sérieusement endetté. Ainsi en 2018, la dette a augmenté de 12,25 % pour atteindre environ 80 milliards de dollars US. L'endettement a donc augmenté de plus de 100 % au cours des trois dernières années et selon Bloomberg, il atteindrait 25 % environ du PIB. À première vue, cela ne semble pas immense mais Bloomberg souligne qu'actuellement l'État utilise près de 60 % de ses recettes pour rembourser sa dette. Ce taux pourrait monter à 80 % à l'horizon 2022.

Et pour atteindre les objectifs ambitieux que s'est fixé l'APC, il sera difficile d'éviter une poursuite de l'endettement. Des pays comme l'Arabie Saoudite et surtout la Chine étant prêts à accorder d'autres emprunts. Pendant son mandat, Buhari s'est surtout tourné vers la Chine. Aujourd'hui, la plupart des grands projets dans la construction de routes, l'extension du réseau ferroviaire, les aéroports et les usines industrielles sont de loin construits avec des moyens chinois et par des entreprises chinoises. L'American Enterprise Institute estime que le volume total des investissements chinois et des commandes au Nigeria s'élèverait à 27 milliards de dollars US pour la période de 2015 à 2018. La dépendance financière du pays envers la Chine devrait augmenter sous le règne de Buhari pendant les quatre prochaines années. Selon Germany Trade & Invest, le gouvernement a déjà prévu des projets d'infrastructure chinois d'un montant d'au moins 23 milliards de dollars US pour les années à venir.

Il sera difficile d'éviter une poursuite de l'endettement, l'Arabie Saoudite et surtout la Chine étant prêtes à accorder d'autres emprunts.

Dr Vladimir Kreck dirige le bureau au Nigeria de la Konrad-Adenauer-Stiftung.



Horizon nouveau pour les jeunes entrepreneurs au Ghana

La scène dynamique des start-ups se bat contre des défis d'ordre structurel

de Burkhardt Hellemann, Benjamin Kalkum et Fawziyya Issah

Dans les pays africains, le sujet de l'entrepreneuriat attire l'attention depuis quelques années, souvent en relation avec le thème de la « numérisation ». De nombreux pays ont ainsi créé des institutions, voire même des ministères qui se penchent sur ce sujet. Dans les pays et organisations agissant en faveur de la coopération au développement, ce thème suscite également des débats. Le contexte est pratiquement le même dans la plupart des pays africains : une natalité élevée neutralise la croissance économique et peut même conduire à une paupérisation successive de strates de plus en plus importantes de la population. Chaque année, le nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail est bien supérieur à ce que ce dernier peut absorber et être bien formé ne signifie pas obligatoirement trouver un travail. Le problème du chômage des jeunes crée beaucoup de pression politique. Aucun gouvernement ne peut en effet se permettre d'éveiller l'impression d'avoir baissé les bras.

L'exemple du Ghana le montre clairement : les indicateurs macroéconomiques du pays semblent être au beau fixe et il est souvent cité comme élève modèle. La croissance démographique aussi est moins élevée que dans presque tous les pays voisins. Selon les chiffres pour 2014 du Ghana Statistical Service, le pays comptait 200 000 postes non occupés pour plus de 500 000 nouveaux arrivants sur le marché du travail. Chaque année au Ghana, seuls 10 % des près de 60 000 diplômés universitaires trouvent un travail la première année. Les autres doivent quelquefois attendre plusieurs années. Le gouvernement actuel cherche à soulager les conséquences directes en mettant en place des programmes d'activités comme le *National Service* ou encore le *Nation Builder Corps*. La mise en place d'un accès gratuit au secondaire (*Free Senior High School*) en 2017 a provisoirement allégé la pression sur le système, de nombreux jeunes allant en effet plus longtemps à l'école.

En 2014, les plus de 500 000 nouveaux arrivants sur le marché du travail ne disposaient que de quelques 200 000 emplois.

Mais une chose est sûre : il faut plus de personnes, et notamment des jeunes, qui touchent un salaire. La promotion de (jeunes) entrepreneurs constitue donc un outil essentiel pour venir à bout du chômage des jeunes. Des *start-ups* couronnées de succès créent des emplois et même celles qui échouent en tirent des conclusions intéressantes sur les qualifications professionnelles, allant bien au-delà de l'entrepreneuriat.

Défis pour les jeunes entrepreneurs

Comme dans d'autres pays en dehors de l'Afrique, les défis posés aux jeunes entrepreneurs sont multiples. Quand une entreprise échoue, il est difficile de savoir si cet échec est lié à des difficultés structurelles ou plutôt à de mauvais prévisionnels ou à des erreurs de la direction. On s'aperçoit que de manière générale, les entrepreneurs en Afrique n'ont pas d'expérience professionnelle lorsqu'ils créent leur entreprise, contrairement à ce qui se passe en Allemagne par exemple, où 50 % de tous les créateurs d'entreprise ont plus de six ans d'expérience professionnelle au moment de la création. Au Ghana, de nombreux jeunes entrepreneurs doivent donc passer par une longue phase d'apprentissage après la création de leur entreprise qui va du développement de produits en passant par la communication et la création d'un réseau de clients jusqu'aux questions de gestion financière. Tant que cette phase est en cours, les entreprises établies ne considèrent pas ces jeunes entrepreneurs comme des partenaires potentiels, contrairement aux start-ups dans les pays développés qui concluent des partenariats très tôt après leur création.

De nombreux créateurs d'entreprise ne sont pas suffisamment préparés et ne peuvent donc pas conclure des partenariats avec des entreprises établies.

Même si le réseau mobile atteint aujourd'hui les régions les plus reculées, la disponibilité d'une connexion Internet stable et rapide est certes généralement donnée dans les métropoles, en impliquant toutefois des coûts élevés. Pour les start-ups numériques qui doivent pouvoir compter sur la fiabilité de leur connexion, il s'agit d'un facteur décisif. Un fait aggravant à cet égard est la coupure, pour des raisons politiques, de l'Internet afin d'endiguer des émeutes, rendant ainsi toute la scène des start-ups inopérationnelle.

Pour les jeunes créateurs, l'infrastructure « molle » avec peu de capitaux disponibles est également difficile à gérer. Au Ghana, les intérêts sur les emprunts sont très élevés, jusqu'à 40 % par an pour les start-ups. Les jeunes entrepreneurs n'ont d'ailleurs souvent même pas accès au crédit auprès des banques. Ces dernières sont en effet relativement prudentes quand il s'agit d'octroyer des crédits étant donné que la culture du remboursement est moins exacerbée que dans d'autres pays. Les experts dans l'entrepreneuriat expliquent également qu'il s'agit d'un défi pour les jeunes entrepreneurs de ne pas dépenser le capital de départ à des fins privées ou autres que le but premier.

Pour les jeunes créateurs, l'accès au capital est crucial.

L'obstacle suivant que rencontrent les *start-ups* réside dans le passage vers la phase de croissance lorsqu'une entreprise établie sur le marché souhaite s'agrandir. Au début, il est plus facile pour une entreprise avec une idée convaincante d'obtenir un premier investissement, mais récolter des fonds pour développer une affaire encore relativement petite est bien plus compliqué. Les banques et la plupart des investisseurs considèrent en effet que les entreprises sont encore trop petites alors qu'elles sont déjà trop grandes pour obtenir des subventions publiques, raison pour laquelle elles finissent par sombrer. Les *start-ups* qui survivent à cette phase se plaignent souvent aussi d'un autre fléau : la pénurie de main d'œuvre, surtout technique, qui freine leur développement.

Et pour terminer, la bureaucratie de l'État, laborieuse et souvent coûteuse, quand elle n'est pas entièrement corrompue, met des obstacles sur le chemin des jeunes entrepreneurs. Au Ghana, il n'est pas rare que la création d'une entreprise prenne trois mois voire plus. De l'enregistrement compliqué en passant par la législation fiscale exigeante et aux réglementations spécifiques à chaque branche jusqu'aux défis particuliers posés par les activités au-delà des frontières, les créateurs doivent déployer beaucoup de patience et de motivation pour y arriver.

La bureaucratie pour créer une entreprise est laborieuse et coûteuse.

Le nombre plutôt élevé de migrants africains au Ghana qui ont entrepris des démarches pour créer leur propre entreprise est quant à lui confronté à des législations qui n'autorisent que dans certains très rares cas de créer une entreprise sans participation ghanéenne. Ils doivent fournir des investissements en dollars à six chiffres, un montant impossible à lever pour de nombreux jeunes étrangers.

Possibilités de soutien des jeunes créateurs

Avant même que les gouvernements ne se soient penchés sur le sujet de l'entrepreneuriat ces dernières années, les pays ont commencé à développer un environnement qui aide les créateurs d'entreprises et les futurs créateurs à gérer les nombreux défis décrits plus haut. Ainsi, le Ghana compte entre 30 et 40 incubateurs (appelés « *hubs* ») dont la plupart se trouvent dans les deux grandes métropoles d'Accra et de Kumasi. Ces *hubs* proposent des espaces de *co-working* aux jeunes entrepreneurs, dans lesquels ceux-ci peuvent exploiter leurs idées commerciales, ont un accès Internet et où ils profitent du réseau présent et de l'expérience des propriétaires du *hub* ou d'autres conseillers. Dans la pratique, les *hubs* soutiennent généralement des entreprises existantes dans la professionnalisation de leur activité : ainsi la vendeuse de



smoothies est soutenue pour créer sa marque, la couturière pour vendre ses produits sur les réseaux sociaux et la coiffeuse apprend des notions de comptabilité pour se faire un aperçu de ses dépenses et de ses recettes et prévoir ses investissements. La plupart des *hubs* proposent aussi des formations pour accompagner les jeunes dans la création de leur entreprise, par exemple pour élaborer un concept, rédiger un business plan, développer un prototype, faire du marketing ou encore chercher des financements. Si le milieu des *hubs* est bien plus développé au Ghana que dans les autres pays voisins francophones, il faut toutefois noter que le nombre de *hubs* qui exercent réellement leur cœur de métier, à savoir accompagner les créateurs d'entreprise dans le développement de leur concept jusqu'à la commercialisation d'un produit, est peu élevé. Pour des raisons financières, beaucoup d'entre eux doivent en effet s'impliquer dans des projets avec des organisations de développement international (pour la plupart) dont le but n'est toutefois pas de promouvoir les créateurs.

En plus des *hubs*, des réseaux internationaux et des *accélérateurs* jouent aussi un rôle essentiel, en particulier quand ils sont gérés par de grands groupes. Par des grandes conférences par exemple, ils contribuent à la professionnalisation de la scène tout en représentant un intérêt certain pour de nombreux créateurs d'entreprise grâce à leurs offres de formation et de stage. Beaucoup espèrent accéder à des investisseurs ou partenaires potentiels grâce aux réseaux internationaux dont ces accélérateurs disposent. Et les entreprises quant à elles y voient une opportunité de trouver du personnel qualifié et motivé et de nouvelles idées créatives.

Les organisations internationales aussi s'engagent dans l'*entrepreneuriat*. Elles proposent quelquefois leurs propres *hubs* et des programmes de formation, d'une part en coopération avec des partenaires locaux et d'autre part avec le gouvernement. Les moyens mis en place sont souvent issus de programmes de gestion migratoire dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie sur place. Le fait que ces offres sont généralement gratuites pose un véritable problème aux *hubs* privés qui se voient dès lors obligés de proposer leurs services gratuitement ou à très bas prix. Pour gagner de l'argent dans ce domaine, les *hubs* doivent souvent conclure des partenariats ou fournir des prestations à des organisations internationales en organisant des programmes de formation.

Les *hubs* privés se voient confrontés à d'énormes défis à cause de la concurrence gratuite des organisations internationales.

Programmes de subvention publique dans le domaine de la création d'entreprise

Le Ghana propose depuis un certain temps déjà des programmes de subventionnement à destination des jeunes entrepreneurs, généralement en coopération avec des organisations caritatives étrangères. Depuis peu, un tout nouveau ministère a été créé (*Ministry of Business Development*), entièrement consacré aux jeunes entrepreneurs. Son but est notamment de rédiger une stratégie pour l'*entrepreneuriat* esquisant la manière dont l'État, le monde entrepreneurial et la société civile peuvent créer des conditions optimales au Ghana afin de permettre à des personnes de créer leur entreprise. Diverses formations pratiques et théoriques sont également proposées, quelquefois en coopération avec des acteurs privés. Mais cela peut quelquefois donner l'impression que ces formations s'inscrivent bien plus dans un travail de relations publiques de l'État que dans une véritable volonté de créer de nouvelles entreprises.

L'État essaie simultanément de contrer la difficulté rencontrée par les jeunes entrepreneurs pour accéder à des crédits à bas prix en proposant lui-même des emprunts avec des faibles intérêts. Mais à cause du peu de moyens dont il dispose, ces crédits ne sont pas élevés et ne sont accessibles qu'à quelques rares entrepreneurs. L'attribution des crédits donne d'ailleurs souvent l'impression qu'ils ne sont accordés qu'aux partisans du parti au gouvernement. Difficile de nier cette affirmation étant donné que les ministères n'ont pas (encore) de commissions de contrôle pour éviter de tels développements.

L'offre variée de programmes de subvention publique manque de clarté, d'autant plus qu'en plus du ministère fraîchement créé, sept autres ministères se sentent responsables des jeunes entrepreneurs avec des axes stratégiques légèrement différents : formations pour les femmes, pour les personnes vivant dans les campagnes, formations spécifiques sur les technologies de l'information, l'agriculture etc. Comme c'est le cas dans d'autres pays en dehors de l'Afrique, on observe même une certaine guerre de pouvoirs entre les ministères pour savoir qui a pouvoir de décision sur le thème de l'entrepreneuriat. Pour les nouveaux ministères, il est par ailleurs difficile de tenir leur rôle et leur responsabilité par manque de personnel. Ce dernier ne possède pas obligatoirement les bonnes compétences, dans la mesure où souvent il est choisi en fonction de son parti. Par ailleurs, il ne connaît pas toujours les véritables difficultés rencontrées par les entrepreneurs avec pour conséquence que des changements partant d'une bonne intention ont plutôt tendance à compliquer les procédures.

La définition peu claire des responsabilités rend les programmes de subvention publique incompréhensibles

Dialogue critique entre gouvernements et entreprises concernées

Il faut souligner que le gouvernement ghanéen dirigé par le président Akufo-Addo a (comme d'autres gouvernements africains) compris que la promotion de l'entrepreneuriat constituait une clé essentielle dans le développement du Ghana. Pour accompagner cette démarche, les programmes mis en place par le gouvernement ont pour vocation de mieux former les jeunes et de changer les mentalités en faveur de la prise de risque et des créateurs d'entreprise. Mais tous ont parfaitement conscience du fait que des changements en profondeur ont besoin de temps. Il reste à se demander si des mesures de formation à large échelle, simultanément aussi très compactes pourront mener au succès et réellement aplanir le terrain aux créateurs d'entreprise.

Ce débat ainsi que la discussion sur l'amélioration des conditions-cadres doivent être lancés et menés par les groupements d'intérêt intéressés et engagés de la société. Par le passé, nous avons déjà vu qu'un peu moins de réglementation par l'État peut apporter un plus aux jeunes entrepreneurs. Le regroupement des *hubs* ghanéens (le *Ghana Hub Network*) ou un éventuel groupement d'intérêts des universités se penchant sur le sujet peut non seulement apporter des conclusions essentielles et des solutions aux problèmes, mais aussi accompagner de manière critique les initiatives du gouvernement. Une directive en faveur de l'entrepreneuriat approuvée par le gouvernement représente en effet un point positif, mais c'est surtout son application qui est décisive.

Un peu moins de réglementation par l'État peut apporter un plus aux jeunes entrepreneurs.

Jusqu'à présent, les résultats sont les plus prometteurs se trouvent dans les initiatives dans lesquelles les gouvernements ont collaboré avec les jeunes entrepreneurs. « We are now witnessing a real momentum in policy innovation », explique Alexandre Laure de la Banque mondiale dans un article de blog. Les gouvernements doivent toutefois être prêts à lâcher un peu de leur contrôle et à écouter. D'autre part, ils ont besoin d'interlocuteurs à pied d'égalité qui comprennent réellement les préoccupations des (jeunes) entrepreneurs et des *hubs*. À l'avenir, l'un des défis consistera à élargir ces structures inexistantes ou peu exploitées. Les entrepreneurs quant à eux doivent le comprendre et agir en conséquence. Il est de leur devoir de faire comprendre qu'ils sont des partenaires sérieux et constructifs. Et également que les politiciens peuvent leur faire confiance et investir du capital politique et réel dans leurs projets.

Burkhardt Hellemann dirige le bureau au Ghana de la Konrad-Adenauer-Stiftung.

Benjamin Kalkum est collaborateur de projets, Fawziyya Issah assistant dans le bureau au Ghana de la Konrad-Adenauer-Stiftung.



Promotion de l'économie dans la coopération au développement

Pourquoi une approche unifiée ne peut pas fonctionner sur le continent africain

de Daniel El-Noshokaty

Sur fond de vague migratoire crainte par l'Europe, la question des défis en matière de politique de développement du continent africain font l'objet de débats sensibles depuis trois ans en Europe. Et l'une des questions les plus fréquemment abordées est de savoir pourquoi, après presque soixante ans de travail de développement ininterrompu, de grandes parties de l'Afrique sont toujours autant en retard sur le plan du développement, contrairement à l'Asie. Le continent possède en effet tous les atouts propices à la croissance : des ressources naturelles, un coût du travail bas, du capital humain et des potentiels d'investissement élevés. Sans oublier la longue période de volonté claire du monde occidental de mettre des financements élevés à la disposition des gouvernements nationaux sans exiger de contrepartie. En 2017, l'Allemagne se plaçait au rang deux des plus grands donateurs avec des investissements en faveur du développement de près de 22 milliards d'euros. La grande majorité de cette somme est allée au continent africain.

Le montant des fonds investis dans le développement et le statu quo continental prouvent qu'une « aide purement axée sur le développement », à savoir la mise à disposition des soins de base aux individus, n'aboutit pas au résultat escompté à long terme dans les pays africains bénéficiaires. Un changement positif d'idéologie a vu le jour sous l'égide actuelle du Ministère fédéral allemand de la coopération et du développement économiques, avec pour objectif de s'éloigner d'une simple aide au développement en faveur d'une promotion proactive de l'économie et une stimulation ciblée du secteur privé. Ce changement de direction s'avère prometteur. Le défi consiste désormais à mettre en œuvre cette stratégie de manière durable et efficace sur place.

**Changement positif de direction :
d'une simple aide au développement
à la stimulation ciblée du secteur
privé.**

L'arène de la coopération classique au développement et son efficacité

L'aide classique au développement, à savoir les soins de base dans la santé, la formation, l'accès à l'eau potable et aux denrées alimentaires propres, ne se concentre pas sur la promotion d'investissements privés. Elle cible le développement des couches démographiques les plus pauvres. Les acteurs du développement concluent des accords, généralement bilatéraux, avec les bénéficiaires et mettent à disposition des moyens financiers, le plus souvent sans demander de contrepartie aux pays bénéficiaires. Cet argent est versé d'un gouvernement à un autre et doit servir à la construction d'écoles, d'hôpitaux ou d'infrastructures de circulation. Quand l'argent est distribué de manière juste par un organe étatique fonctionnel, cela conduit sans aucun doute à une amélioration notable des conditions de vie de nombreux individus. Sur place, on observe de nombreux exemples positifs de projets de coopération au développement réussis. Mais une répartition douteuse des aides à cause d'un manque d'organisation des organes gouvernementaux, d'une analyse absente des besoins ou de corruption peut passer en revanche à côté de l'effet escompté et poser des questions sur la durabilité de telles approches. Dans les cas extrêmes, ces financements impliquent des dépendances envers les donateurs occidentaux, une inertie des investissements et une politique d'austérité de la part des pays. Malgré tous les efforts de coopération au développement, il a rarement été possible dans le passé de créer une couche moyenne africaine qui paie des impôts et peut exiger des contreparties de la part de son gouvernement. Par ailleurs, la coopération au développement peut nuire à la compétitivité dans le contexte international des États quand, sur fond de planification gouvernementale, l'argent est injecté dans des marchés saturés. Dans ces cas, c'est l'État qui fixe les prix et les produits agricoles par exemple ne sont plus compétitifs sur le marché mondial à cause de leur structure tarifaire et de leur qualité. Ces arguments et ceux qui voient l'aide au développement bilatérale d'un œil sceptique ne sont pas nouveaux et ne cessent de ressurgir dans les débats sur la politique de développement. Quelle que soit la manière dont on analyse ces débats, la coopération au développement aura normalement lieu entre acteurs de l'État, sera soumise à la planification de l'État et ne s'inscrira pas dans les mécanismes de marché.

La coopération au développement a rarement conduit à la création d'une couche moyenne qui paie des impôts.

Promotion des investissements et recherche de profit comme objectifs

L'idée de miser sur une promotion proactive des investissements et sur la stimulation du secteur privé dans la politique de développement est prometteuse. Au-delà de la coopération classique au développement, elle représente un outil qui renforce la responsabilité propre des pays en voie de développement et donne à la population de la marge afin de se développer en dehors de l'organe gouvernemental et des élites politiques. La promotion des investissements suit dans ce cas des conditions-cadres différentes de la coopération au développement. L'entrepreneuriat et les investissements exigent des décisions rapides et audacieuses à cause de la mondialisation et des défis posés à la compétitivité. Si les prévisions sont négatives ou si la situation politique et économique évolue dans le mauvais sens, les donateurs se retirent en essayant de perdre le moins d'argent possible. Les investisseurs mettent donc sur pied des projets rentables, soumis aux mécanismes du marché. Ils connaissent la branche dans laquelle ils évoluent et comprennent les lois du marché qui les concernent. Alors que la coopération au développement s'inscrit dans le système des relations internationales et de la politique nationale, l'investisseur ou l'économie privée doit se soumettre à la loi des marchés nationaux et internationaux et des décisions de rentabilité. Les entrepreneurs ou les investisseurs dépendent toutefois largement des conditions-cadres fixées par les États. Pour attirer des investissements étrangers ou nationaux, ces investissements doivent être sécurisés par un État de droit, une infrastructure fiable (routes, électricité, technologies de l'information) ainsi que par la réduction de la corruption, d'une bureaucratie excessive et de la volonté juridique, protectionniste et de politique fiscale.

La promotion des investissements suit des conditions-cadres différentes de la coopération au développement.

Le rôle majeur que peuvent jouer les investissements du secteur privé dans la réalisation des objectifs de développement doit être bien supérieur à celui qu'il est aujourd'hui. Indépendamment de la coopération classique au développement, il doit être considéré comme un outil complémentaire qui permet au continent africain d'avancer dans la bonne direction. Il faut définir des incitations spécifiques afin de donner envie à l'économie privée nationale et internationale de contribuer au développement économique et social dans les pays. L'idée consiste à ce que cette contribution provienne d'une part d'autres pays, mais surtout des économies nationales et de la population des bénéficiaires. Pour atteindre cet objectif, les investissements doivent porter sur des secteurs importants sur le plan stratégique et pas sur l'extraction de matières premières. Il faut promouvoir des secteurs qui créent des emplois pour promouvoir une croissance durable et une chaîne de valeur locale. La promotion de l'économie privée locale du continent africain représente la clé à la création des emplois nécessaires. Simultanément, elle encourage l'indépendance du secteur privé et de ses employés de la domination omniprésente de l'État. La couche moyenne ainsi créée et en constante hausse pourra exiger une meilleure gouvernance du pays. Grâce à la croissance économique, à la bonne gouvernance et à l'utilisation utile des impôts, les pays africains se libéreront à long terme des prestations de transfert.

Promotion de secteurs intenses en emplois pour soutenir une croissance durable.

Il est donc essentiel et juste de renforcer l'économie privée dans les pays en voie de développement. Cette démarche crée des emplois et génère de la prospérité et des

recettes fiscales. Avec leurs cotisations, les entreprises disposent d'un levier afin d'exiger les réformes économiques structurelles et les libéralisations du marché dont elles ont besoins. La promotion des investissements ne doit donc pas être de la seule responsabilité de la coopération au développement.

Il faut changer de mode de pensée pour réussir

Même si l'approche de promotion des investissements en faveur de la politique de développement est intéressante, il faut avant tout lui faire emprunter la bonne voie dès le début. Une coordination de tous les acteurs impliqués dans la politique allemande de l'Afrique est essentielle afin de garantir une stratégie de développement cohérente à long terme. Les initiatives comme « *Compact with Africa* » ou le « plan Marshall avec l'Afrique » évoquent des principes tels que la responsabilité propre, l'importance de l'entrepreneuriat ou encore les investissements de l'économie privée. Il s'agit d'une première étape positive. L'approche unifiée du plan Marshall, qui crée un lien fort entre politique économique et coopération au développement, implique aussi des défis. Il est important et essentiel que les ministères impliqués collaborent. Le porteur du projet d'aide au développement ne peut toutefois créer une promotion importante de l'investissement qu'en travaillant en étroite collaboration avec l'économie privée sans mélanger les responsabilités ou les missions de chacun. L'économie privée constitue la clé à un développement durable et à une promotion de la création d'emplois en Afrique. Il faut la renforcer sans pour autant la freiner ou l'empêcher avant même qu'elle n'ait pris pied.

Coordination de tous les acteurs impliqués nécessaire pour une stratégie de développement cohérente à long terme.

L'Allemagne a déjà tous les prérequis nécessaires. Grâce à sa large structure associative, elle offre la possibilité de proposer des incitations ciblées par le biais d'associations de l'économie privée (telles que le VDI, VDA, BMVW ou encore le CVI pour n'en citer que quelques-uns) sans pour autant s'impliquer activement. Soutenir les investisseurs issus des entreprises moyennes en Allemagne en les mettant en contact et en leur inculquant le « savoir-faire » du contexte africain constitue un moyen d'arriver à cette coordination. Les chambres du commerce locales et les regroupements de l'économie privée sont plus à même de proposer ce service que les porteurs d'aide au développement. Le gouvernement fédéral a reconnu l'importance des chambres et des autres comités axés sur l'économie privée et annoncé l'expansion du réseau correspondant en Afrique dans un document exposant les questions clés.

Ce qu'il faut faire

Il faut renforcer la compréhension que la coopération au développement n'est et ne peut pas être la même chose que la promotion de l'économie. Il ne peut pas y avoir qu'une seule approche monolithique destinée à relever les immenses défis complexes en matière de politique économique sur le continent africain. L'objectif est bien plus de répondre à chaque situation par des approches adaptées, quelquefois même sur mesure. Pour réduire la pauvreté, renforcer l'économie et atteindre plus de démocratie, nous devons :

La coopération au développement n'est et ne peut pas être la même chose que la promotion de l'économie.

1. Exploiter la coopération au développement de manière plus ciblée que nous le faisons actuellement afin de lutter contre la pauvreté et soutenir les gouvernements sur place pour qu'ils garantissent les soins de base dans le domaine de la santé, de la formation et de l'infrastructure. Simultanément, les gouvernements donateurs doivent utiliser des mécanismes obligeant les gouvernements sur place à mettre eux-mêmes à disposition ces soins de base à leur population.
2. Créer une promotion économique de l'économie privée des pays avec pour but de promouvoir les branches les plus créatrices d'emploi et garantir un « transfert de savoir-faire » qui renforce la concurrence sur place et mette en place des chaînes de valeur ajoutée compétitives sur le marché mondial.
3. Renforcer une politique dont l'objectif est d'établir une bonne gouvernance dans les pays et de lutter contre la corruption qui empêche les investissements et le développement. Une politique dont l'essence même est d'éliminer toute bureaucratie excessive et les obstacles au commerce. Une politique qui exige également un meilleur État de droit afin d'accroître la sécurité de l'investissement.

Une telle orientation de l'engagement allemand en Afrique posera alors les jalons nécessaires à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois et à la croissance d'une économie florissante sur le continent africain. Avec à la clé plus de prospérité pour la population et également plus de liberté, d'État de droit et de démocratie.

Daniel El-Noshokaty dirige le bureau de Tanzanie de la Konrad-Adenauer-Stiftung.

